

# LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**  
des syndicats de l'enseignement public

N°331  
14 Juin 2022  
ISSN 1245-0286

## ***Intervention du délégué du courant Front Unique au 12ème Congrès national du SNUipp-FSU (Mulhouse, le 14 juin 2022)***

Malgré son échec au 1<sup>er</sup> tour des législatives, Macron devrait obtenir les moyens politiques pour engager son programme de guerre contre l'enseignement public et les retraites. Il veut amplifier sa destruction méthodique et brutale de tous les acquis sociaux. D'autant plus que le capitalisme français connaît une grave crise que le gouvernement veut faire payer aux travailleurs, aux jeunes et aux retraités.

D'abord avec sa nouvelle contre-réforme, Macron veut porter à 65 ans l'âge de départ à la retraite. Le ministre Attal a indiqué dans le journal Le Monde : « *Il y aura un recul progressif de l'âge légal du départ à la retraite. C'est sur cette base que vont s'entamer les discussions avec les partenaires sociaux. Un texte de loi sera préparé dans les prochains mois.* » C'est clair : le gouvernement veut que les représentants syndicaux acceptent de discuter de son projet contre les retraites.

**Notre congrès doit condamner clairement ce projet et en exiger le retrait pur et simple.**

**Notre congrès doit se prononcer pour le refus de toute discussion sur ce projet et préparer le combat uni pour l'empêcher d'aboutir.**

Contre l'enseignement public, Macron a avancé son projet de « L'école du futur ». Pour lui, le futur, c'est un retour de 150 ans en arrière. Ses objectifs : briser le cadre national de l'enseignement public ; en finir avec l'attribution des moyens et des personnels selon des normes égalitaires ; cesser le recrutement d'enseignants en fonction de diplômes et par des concours anonymes ; liquider ce qui reste de formation ; détruire les statuts qui préservent de l'arbitraire en matière de rémunération, de déroulement de carrière et de nominations ; généraliser le recours à des contractuels sans formation, taillables et corvéables à merci.

Macron a déjà bien avancé dans cette voie avec la loi de transformation de la FP. Et l'adoption de la loi Rilhac, sans combat sérieux de notre syndicat pour dresser la profession contre cette attaque historique, a envoyé un message de résignation.

Macron s'est appuyé sur cette victoire sans combat pour lancer l'expérimentation de Marseille qu'il veut aujourd'hui généraliser. Expérimentation pour détruire l'attribution égalitaire des moyens aux écoles et pour donner aux directeurs le recrutement des adjoints. Bref, créer la division au sein des équipes et la concurrence entre les écoles. Avec cette école « du futur », ce serait la privatisation de l'école publique et la destruction complète du statut de l'école et de celui des enseignants.

Le SNUipp-FSU est le 1<sup>er</sup> syndicat des écoles. Notre congrès a donc une responsabilité particulière dans la défense de l'enseignement public, gravement menacé par les projets de Macron.

**Notre congrès doit exiger :**

**- l'arrêt immédiat de l'expérimentation de Marseille et le refus de sa généralisation.**

**- le retrait pur et simple du projet dit de « l'école du futur », arme de destruction massive de l'école publique.**

**Notre congrès doit refuser toute discussion sur ce projet et appeler à la réalisation du front uni des syndicats du 1<sup>er</sup> degré pour imposer son retrait.**

Avec le blocage du point d'indice depuis 10 ans et l'envolée de l'inflation, notre pouvoir d'achat s'est effondré. Si le SMIC a été revalorisé de presque 6 % depuis un an, les enseignants, eux, n'ont rien obtenu.

**Notre congrès doit exiger l'augmentation immédiate et sans conditions de 10 % du point d'indice.** Et simultanément, pour que notre pouvoir d'achat ne soit plus rogné, **nous devons exiger l'indexation du point d'indice sur l'évolution de l'inflation mesurée par les organisations syndicales.**

Je conclurai par la guerre en Europe. Poutine a engagé la Russie dans une guerre contre l'Ukraine. Nous condamnons vigoureusement cette intervention et exigeons le retrait sans délai des troupes russes d'Ukraine.

Et nous apportons notre soutien au mouvement anti-guerre durement réprimé, en Biélorussie et en Russie.

**Mais nous ne sommes pas dupes des responsabilités des pays de l'Otan, à l'est de l'Europe. Nous devons exiger le retrait des troupes françaises de Roumanie et d'Estonie, et l'arrêt de la livraison d'armes à l'Ukraine. Dans ce domaine comme dans les autres, aucun soutien à Macron !**